



Motion présentée par le groupe des élu.e.s communistes

Conseil municipal du jeudi 16 décembre 2021

Prenons soin de notre hôpital et des soignants !

La situation sanitaire actuelle appelle à une réflexion profonde sur le système de santé que nous voulons.

La crise sanitaire nous a montré que la suppression de lits a des conséquences catastrophiques pour la prise en charge.

Depuis 2013, 27 000 lits d'hospitalisation ont été fermés, 69 000 depuis 2003, notamment dans le court séjour.

Ces suppressions ont entraîné d'une part une surcharge des urgences qui ne peuvent trouver des lits d'hospitalisation et d'autre part une augmentation de la prise en charge des patients en ambulatoire avec le retour au domicile rapide des patients pris en charge, notamment en chirurgie.

On peut observer que ce système ne fonctionne plus au quotidien, même sans crise sanitaire. L'hôpital est malade des économies opérées depuis de trop nombreuses années. Les urgences sont surchargées et les patients ne trouvent pas de soignants pour la suite de leurs soins à domicile, voire même ne trouvent plus de médecin traitant. Actuellement sur Rouen, 10 000 patients sont sans médecin traitant.

Et la situation continue de se dégrader avec les difficultés de recrutement observées dans les hôpitaux. Faute de soignants, près d'un lit théoriquement disponible sur 5 est actuellement fermé dans les hôpitaux publics de France, selon une enquête menée par le Professeur Jean-François Delfraissy.

C'est le cas actuellement à Rouen, avec la suppression d'une 40aine de lits dans le service de gériatrie aiguë à st julien faute de médecin et faute d'infirmier.es.

Cette situation est provoquée par la pénurie d'infirmières, d'aides-soignantes et de médecins épuisés par une crise sanitaire sans fin et découragés par une rémunération inadaptée. C'est le cas aussi dans le privé comme à la maternité de Mathilde, où les sages-femmes ont fait une grève de 19 jours pour lutter contre les sous-effectifs et le risque de dégradation des soins.

Ce sous-effectif causé par le départ de sages-femmes et au non recrutement est lié à une rémunération plus basse que dans le public, avec des conditions de travail dégradées. Les sages-femmes en poste ne peuvent plus faire les consultations de suivi de grossesse, de préparation à la naissance, d'allaitement. Les services de suite de couche vont bientôt être délégués aux infirmières, qui, même si elles sont compétentes, n'ont pas les mêmes expertises que les sages-femmes.

Ces sous-effectifs réguliers dégradent les conditions de soins dans nos structures et la qualité de vie des soignants, entraînant encore de nouveaux départs.

Il est urgent de réagir, de rendre à nouveau attractif l'hôpital en améliorant les conditions de soin, de travail et de rémunération.

Nous avons besoin de 9500 médecins par an d'ici deux ans et mettre en place une gestion prévisionnelle du nombre de spécialistes en fonction des besoins de la population, de 50 000 infirmière nouvelles par an. De donner aux facultés de médecine les moyens humains et financiers d'accueillir ces étudiants. D'ouvrir les instituts de formation nécessaires. De relancer les diverses filières professionnelles et d'augmenter les salaires des soignants pour rendre l'hôpital attractif.

Nous devons revaloriser le point d'indice. Depuis 2000 avec le gel du point d'indice les fonctionnaires ont perdu plus de 18% de pouvoir d'achats.

Nous devons rouvrir des lits pour répondre réellement au enjeux de santé. Pour toutes ses raisons nous demandons au conseil municipal de Rouen :

- D'apporter tout son soutien aux personnels soignants, du public comme du privé
- De tout mettre en place pour soutenir la formation de nouveaux professionnels de santé
- De s'opposer aux fermetures supplémentaires de lits en créant avec la direction du chu des conditions attractives pour les professionnels de santé
- De lutter pour une revalorisation des salaires des soignants.
- De demander au CHU dont le maire de Rouen est le président du conseil de surveillance, un bilan des fermetures de lits ces 20 dernières années.